Mairie de Malataverne

Drôme

Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal
du jeudi 26 janvier 2017 à 20h30

L'an deux mille dix-sept, le jeudi vingt-six janvier à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Malataverne s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Alain Fallo, maire.

Nombre de conseillers en exercice : 19

Présents : 13

Procurations : 5

Absente : 1

Date de la convocation : le 19 janvier 2017

Présents : Alain FALLOT, Marie-Josée CHAPUS, Sébastien POINT-RIVOIRE, Marie-Claude VALETTE, Michel MARTARECHE, Claude ETIENNE, Laurence CHARMASSON, Véronique ALLIEZ, Sébastien SECARD, Denis GRANON, Agnès POMMEREL, Lionel LEROUX, Daniel ROBERT

Procurations : Dominique GRISONI à Alain FALLOT, Cathy CHARRE à Claude ETIENNE, Sandrine DESMAS à Laurence CHARMASSON, Stéphane GLEIZE à Véronique ALLIEZ, Martine MAZOYER à Marie-Claude VALETTE

Absente : Sandrine VERGNES

Secrétaire de séance : Agnès POMMEREL

1-17-001 - AUTORISATION D'ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT (DANS LA LIMITE DU QUART DES CREDITS OUVERTS AU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT) / BUDGET PRINCIPAL

M. le maire rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales : *Article L1612-1 modifié par la LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 (VD).*

« Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption (...). »

Il est proposé au Conseil de permettre à Monsieur le Maire d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25% des crédits ouverts au budget 2016, avant l'adoption du Budget principal qui devra intervenir avant le 15 Avril 2017.

Montant des dépenses d'investissement inscrites au budget primitif 2016 (hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts » et chapitre 10 « dotations ») = 1 098 929.63 €.

Montant de l'autorisation, soit 25% = 274 732.41 €.

Affectation des crédits :

	Budgétisé en 2016 - € TTC	25%
Chapitre 20 immobilisations incorporelles		
c/2051- concessions et droits similaires (principalement logiciels)	20 298.80	5 074.70
Chapitre 204 subventions d'équipement versées		
c/2041511 (paiements au SDED)	21 610.00	5 402.50
Chapitre 21 immobilisations corporelles (achats)	195 686.18	48 921.55
Chapitre 23 immobilisations en cours (travaux)	861 334,65	215 333,66
TOTAL	1 098 929.63	274 732.41

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, **à l'unanimité**, d'accepter les propositions de M. le maire, dans les conditions exposées ci-dessus.

1-17-002 - BUDGET PRINCIPAL 2017 / OUVERTURE DE CREDITS

Monsieur le maire, Alain FALLOT, propose d'ouvrir des crédits sur le budget principal 2017 en section d'investissement, en plus de l'autorisation de 25% des crédits ouverts au budget 2016 prévue par la délibération précédente, cette autorisation n'étant pas suffisante pour régler 2 factures :

c/2051- concessions et droits similaires (principalement logiciels)	logiciel ABELIUM (service enfance jeunesse) 9 556.80 € TTC	Projet d'acquisition approuvé en séance du 12/09/2016
c/2041511 (paiements au SDED)	Titre de recettes Energie SDED : 12 063.54 € TTC	Alimentation électrique du local des chasseurs : projet de travaux approuvé en séance du 20 juillet 2016

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du maire,

AUTORISE l'ouverture de crédits telle que détaillée ci-dessus.

DIT que cette autorisation sera reprise lors du vote du BP 2017.

VOTE : UNANIMITE

**2-17-001 - AUTORISATION D'ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES
DEPENSES D'INVESTISSEMENT (DANS LA LIMITE DU QUART DES CREDITS OUVERTS
AU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT) / BUDGET DU SEA**

M. le maire rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales : *Article L1612-1 modifié par la LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 (VD).*

Il est proposé au Conseil de permettre à Monsieur le Maire d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25% des crédits ouverts au budget 2016, avant l'adoption du budget du SEA, qui devra intervenir avant le 15 Avril 2017.

Montant des dépenses d'investissement inscrites au budget primitif 2016 du SEA (hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts ») = 210 449.21 € HT

Montant de l'autorisation, soit 25% = 52 612.30 € HT

Affectation des crédits :

	Budgétisé en 2016 - en € ht	25%
Chapitre 20 - Immobilisations incorporelles	2 000.00	500.00
Chapitre 21 - Immobilisations corporelles	1 000.00	250.00
Chapitre 23 - Immobilisations en cours	207 449.21	51 862.30
Total	210 449.21	52 612.30

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, **à l'unanimité**, d'accepter les propositions de M. le maire, dans les conditions exposées ci-dessus.

BUDGET DU SEA 2017 / OUVERTURE DE CREDITS : délibération annulée

**1-17-003 - MODALITES DE TRANSFERT DE LA COMPETENCE RELATIVE AUX ZONES
D'ACTIVITES ECONOMIQUES COMMUNALES AU 31 DECEMBRE 2016 - SIGNATURE
D'UNE CONVENTION DE GESTION**

Exposé des motifs - rappel des dispositions antérieures

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu l'article L1321-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L1321-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L.5215-27 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L5216-5 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article L5216-7-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant la suppression de la mention de l'intérêt communautaire concernant la compétence obligatoire de création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire à compter du 31 décembre 2016 ;

Monsieur le Maire rappelle qu'en conséquence, à compter du 1^{er} janvier 2017, les communes membres de la Communauté de Communes Drôme Sud Provence n'auront légalement plus compétence pour intervenir dans le champ du développement économique. Ainsi, elles ne pourront plus gérer des ensembles immobiliers à vocation économique, ni mener toute autre action de développement économique. Toutefois, elles auront toute l'année 2017 pour définir avec la Communauté de Communes Drôme Sud Provence les modalités de transfert financier et patrimonial de ces zones.

Compte tenu de l'absence de définition légale de la notion de zone d'activité économique, le conseil communautaire a retenu, lors de sa séance du 14 décembre 2016, des critères pour déterminer les espaces qui de facto deviendront communautaires à compter du 31 décembre 2016 (liste en annexe 1 à la présente délibération).

Il est précisé que le transfert se fera par simple mise à disposition des voiries concernées des communes vers la Communauté qui assumera l'ensemble des obligations du propriétaire. Un procès-verbal matérialisera ce transfert.

Les modalités de gestion des zones ainsi transférées seront arrêtées selon le calendrier indicatif suivant :

- 01/01/2017 : Transfert des zones et voiries
- 30/06/2017 : Mise en place d'un pacte financier et fiscal entre les communes et la communauté afin de déterminer les modalités de financement de la compétence
- Courant 2017, délibération conjointe de l'ensemble des communes et de la communauté pour définir les conditions financières et patrimoniales des biens appartenant au domaine privé des communes

D'un point de vue opérationnel, il est proposé que les prestations d'entretien courant en matière d'éclairage public, de propreté urbaine, d'espaces verts, de signalétique ainsi que les prestations d'entretien et de gros entretien de la voirie soient confiées à la commune dans le cadre d'une convention de gestion de manière à assurer la continuité de l'entretien des zones à l'occasion de ce transfert de compétence.

Par conséquent, monsieur le Maire propose de l'autoriser à signer une convention de gestion précisant les modalités d'intervention avec la Communauté de Communes Drôme Sud Provence.

Délibération du conseil municipal

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'autoriser monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs au transfert de la compétence relative aux zones d'activités économiques et notamment les conventions de gestion précitées.

VOTE : 1 ABSTENTION, 17 VOIX POUR.

ANNEXE 1

Commune	N°	Nom de la Zone	Nature
Saint Paul trois châteaux	1	Zone des Pâtis	En lancement
Saint Paul trois châteaux	2	Zone du Bois des Lots	Achevée
Donzère	3	Zone des Eoliennes I Coudouly	Achevée
Donzère	4	Zone des Eoliennes II	En cours d'aménagement
Donzère	5	Zone des Gresses	Achevée
Pierrelatte	6	ZAIF	Achevée
Pierrelatte	7	ZAIF2	Achevée
Pierrelatte	8	ZAIF3 / tyroloise	Achevée
Pierrelatte	9	ZAIF4	Achevée
Pierrelatte	10	ZAIF5	Achevée
Pierrelatte	11	ZAIF6	Achevée
Pierrelatte	12	ZAIF7	Achevée
Pierrelatte	13	ZAE Moulin	Achevée
Pierrelatte	14	ZAE Daudel	Achevée
Pierrelatte	15	ZAE Tomples	Achevée
Pierrelatte	16	ZAE Blachettes	Achevée
Pierrelatte	17	Rue Jacques Monod	Achevée
Pierrelatte	18	Rue du Gardon	Achevée
Pierrelatte	19	ZAIG	Achevée
Pierrelatte	20	Rue St Paul et J.watt	Achevée
Pierrelatte	21	rue du Pont Noir	Achevée
Suze La Rousse	22	Zone d'activités	Achevée
Tulette	23	Zone artisanale	Achevée
Malataverne	24	Zone des éoliennes	Achevée
Malataverne	25	Zone de Combeière	Achevée
Malataverne	26	Zone de Montchamp	Achevée
Malataverne	27	Zone du Razas	Achevée
Malataverne	28	Zone des Plaines	Achevée
Rochevade	29	Zone Artisanale	Achevée
Saint Restitut	30	Zone Artisanale	Achevée

**1-17-004 - MISE EN CONFORMITE DES COMPETENCES OBLIGATOIRES AVEC LES
DISPOSITIONS DE LA LOI N° 2015-991 DU 7 AOUT 2015 PORTANT NOUVELLE
ORGANISATION TERRITORIALE DE LA REPUBLIQUE (NOTRe)**

Exposé des motifs - rappel des dispositions antérieures

Monsieur le Maire rappelle que la loi n° 2015-991 en date du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) renforce l'intégration des Communautés de Communes en leur attribuant, d'une part de nouvelles compétences obligatoires et en étendant d'autre part la liste de leurs compétences optionnelles.

L'article 68 de la loi NOTRe prévoit que les Communautés de Communes existant à la date de sa publication doivent se mettre en conformité avant le 1^{er} janvier 2017 avec les nouvelles

dispositions de l'article L. 5214-16 du CGCT. A défaut, elles exerceront l'intégralité des compétences prévues à cet article.

Monsieur le Maire précise que concernant la Communauté de Communes Drôme Sud Provence, il convient de prendre en compte les évolutions suivantes :

- Modification de la définition du développement économique :

« 2° **Actions de développement économique** dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » (la modification porte sur la suppression de la référence à l'intérêt communautaire pour les zones d'activités ; l'ajout de la politique commerciale d'intérêt communautaire ; l'ajout de la création d'offices de tourisme à la promotion du tourisme).

« 3° **Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage** »

« 4° **Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés** » : reclassement de cette compétence qui était jusqu'à présent optionnelle.

Monsieur le Maire rappelle que, concernant le volet « politique commerciale d'intérêt communautaire », et en application de l'article L. 52-14 IV du CGCT, l'intérêt est déterminé par simple délibération du conseil communautaire à la majorité des deux tiers, au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de l'arrêté prononçant le transfert de compétence.

Monsieur le Maire rappelle enfin que, s'agissant des compétences optionnelles, la Communauté de Communes doit être dotée au minimum du nombre de compétences requis par la loi (3 parmi les 9 compétences optionnelles).

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le processus de validation : La modification des compétences a été actée par le conseil communautaire du 14 décembre 2016. Elle est ensuite soumise à l'avis des conseils municipaux des Communes membres qui disposent d'un délai de trois mois, à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les modifications proposées. A défaut de délibération dans ce délai, la décision des Communes est réputée favorable. L'accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des Communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population (article L. 5211-17 du CGCT). A l'issue de cette procédure, si les conditions de majorité qualifiée sont atteintes, un arrêté prenant acte de la modification des statuts sera pris par M. le Préfet.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal de se prononcer sur la mise en conformité des compétences obligatoires de la Communauté de Communes.

Délibération du conseil municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5214-16, L.5216-5 et L.5211-17 ;

Vu la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

APPROUVE la modification des compétences obligatoires de la Communauté de Communes Drôme Sud Provence à intervenir en application des dispositions de l'article 68 de la loi NOTRe.

RAPPELLE que la Communauté de Communes exerce les compétences optionnelles suivantes :

- Assainissement :
 - Mise en place et gestion d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)
 - Elaboration d'un schéma de coordination des réseaux d'assainissement collectif
- Protection et mise en valeur de l'environnement : élaboration et suivi d'un schéma directeur de distribution d'eau potable.

AUTORISE le Maire à signer toute pièce relative à cette affaire.

VOTE : 1 VOIX CONTRE, 1 ABSTENTION, 16 VOIX POUR.

1-17-005 - ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DANS LA CHARTE ZERO PESTICIDE

Le maire, Alain FALLOT, donne la parole à Claude Etienne, conseiller, qui rappelle que le conseil municipal a délibéré le 24 mars 2016 concernant le passage au « zéro phyto » au 1^{er} janvier 2017 et le financement d'une étude relative aux techniques alternatives. Cette étude appelée « Plan de Désherbage » est désormais terminée et est téléchargeable sur le site internet de la commune. Chaque conseiller municipal a été destinataire du plan de désherbage et sa cartographie. Il est rappelé également que l'Agence de l'Eau a subventionné cette étude à hauteur de 80% (subvention notifiée : 3 864 €, coût de l'étude : 4 830 € ht).

Les objectifs de cette étude étaient les suivants :

- Faire un état des lieux des pratiques actuelles
- Définition de nouveaux objectifs d'entretien
- Choix des méthodes d'entretien (désherbage) et amélioration des pratiques

Pourquoi désherber ?

- Définition de zones où le désherbage est nécessaire
- Mise en évidence de zones où le désherbage doit être moins intensif
- Il n'y a pas le même niveau d'exigence en centre-ville que sur les chemins naturels

4 classes d'entretien ont été définies :

Classe 1 Zones d'entretien régulier	Classe 2 Zones d'entretien modéré	Classe 3 Zones d'entretien faible	Classe 4 Zones d'entretien naturel
La végétation spontanée n'est pas tolérée ; il faut intervenir tôt (au stade plantule des adventices)	La végétation spontanée est acceptée tout en étant maîtrisée (contrôle de la hauteur de végétation). Sur ces espaces il faut limiter la floraison des adventices pour éviter la propagation des graines, et ne pas laisser le sol à nu.	La végétation spontanée est acceptée. La fréquence de passage d'entretien est moins élevée que la classe 2 mais plus élevée que la classe 4.	Pas de désherbage : routes naturelles, chemins agricoles, prairies naturelles... (NB : pas de désherbage mais fauchage des bas-côtés avec l'épareuse).
Place de la mairie, place du foyer, terrains de longue, cimetière...	Place Émile Lerat, jardin d'enfants, crèche...	Lotissements, le long de la Riaille...	

Les diverses techniques et le temps de travail : à titre d'information...

Techniques	Temps pour 20 m ²	Nombre annuel de passages	Nombre de personnes mobilisées	Temps annuel pour 20 m ²
Mécanique (Stabnet)	1 min 17 s	6	1 pers	7 min 41 s
Traitement chimique	2 min 23 s	2	1	4 min 46 s
Arrachage manuel	10 min 50 s	3	1	32 min 30 s
Thermique vapeur	36 min 40 s	1	1	36 min 40 s

Pour mémoire : la longueur de voirie à entretenir (en mètres linéaires) = à désherber

- longueur des rues et impasses : 8 420 ml

- plus une quinzaine de places de dimensions variées, ainsi que les chemins piétons

Passage de l'épareuse et du broyeur d'accotement (= fauchage de l'herbe des bas-côtés et des fossés, taille des arbustes), sachant que les 2 côtés de la route sont à faucher :

- longueur des chemins non revêtus (l'épareuse passe sur certains chemins mais pas tous) : 10 028 ml
- longueur des chemins du domaine public : 30 679 ml

Concrètement, tous les secteurs de la commune ne pourront pas être désherbés de la même façon, c'est impossible, d'où la **priorisation en 4 secteurs**.

La loi permet l'utilisation de produits dits biocides dans certains espaces, sous certaines conditions (en fonction du type de sol, de la proximité de l'eau, etc...) et pendant une phase transitoire ; à l'issue des réunions avec le FREDON et sur proposition du personnel des espaces verts, il a été décidé de ne pas utiliser ces produits et de **passer directement au « zéro-phyto »**.

Le budget de la commune les années précédentes pour l'achat d'engrais chimique (pour les stades, environ 1 000 € TTC) et de désherbants :

Année 2013	2 865.23 € TTC
2014	2 471.23
2015	1 842.84
2016	3 072.50

En 2016, le budget comprenait l'achat d'un produit dit « produit de biocontrôle » (issu d'huile végétale, en principe totalement biodégradable), à la place du glyphosate, d'où un poste de dépenses plus élevé que les années précédentes.

L'aspect visuel de la commune va changer car il y aura plus d'herbe, en particulier dans les lotissements ainsi qu'au cimetière. Une évolution du regard sera nécessaire pour accepter ce changement.

Il faudra plusieurs années pour trouver la bonne technique et ne pas se laisser déborder dans les secteurs sensibles comme les terrains de longue.

Certains aménagements urbains (ou au cimetière) devront être revus de manière à faciliter l'entretien.

Le budget de la commune les années précédentes, pour le passage de la balayeuse dans la partie centrale du village uniquement :

Année	Budget en euros TTC	Nombre de passages
2011	0	0
2012	0	0
2013	959.79	2
2014	558.00	1
2015	1 774.80	3
2016	2 130.00	4

Il est proposé que la commune prévoit pour 2017 un budget plus important pour un passage de la balayeuse pas seulement au cœur du village et plus souvent : 12 000 €. (Cependant, la balayeuse ne passe pas sur les trottoirs).

Il est nécessaire que la **commune acquière du matériel** : outre du petit matériel (houe maraîchère pour les terrains de longue), il faudra en effet une micro-balayeuse (pour passer sur les trottoirs ; réflexion en cours). A l'inverse, la commune pourra vendre son pulvérisateur (qui n'est cependant plus aux normes).

Il est proposé que la **commune adhère à la charte régionale d'entretien des espaces publics « Objectif zéro pesticide dans nos villes et villages »**, afin de bénéficier d'un accompagnement pour le passage au « zéro pesticide ». Un exemplaire de la charte est joint à la présente délibération.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du maire,

Après avoir pris connaissance du Plan de Désherbage Communal,

Après avoir pris connaissance de la charte régionale d'entretien des espaces publics « Objectif zéro pesticide dans nos villes et villages »,

A l'unanimité,

APPROUVE la sectorisation du village en 4 secteurs comportant 4 niveaux d'entretien.

APPROUVE l'adhésion à la charte régionale d'entretien des espaces publics « Objectif zéro pesticide dans nos villes et villages ».

AUTORISE le maire à signer la charte, ainsi que tout document utile au règlement de ce dossier.

AUTORISE le maire à prendre tout arrêté qui permette l'application du « zéro pesticide » dans les espaces communaux.

1-17-006 - CONTRAT DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC / AUTORISATION DE SIGNATURE AVEC L'ENTREPRISE SPIE

Le maire, Alain FALLOT, propose de signer un contrat avec l'entreprise SPIE pour la maintenance des installations d'éclairage public, aux conditions suivantes :

Après consultation,

- Les différentes tâches confiées à l'entreprise seront rémunérées à partir **d'un prix forfaitaire par foyer**.

Pour l'année **2017** le prix unitaire forfaitaire est établi à

- **16,80 €/HT PAR FOYER** équipé de lampe sodium
- **12,00 €/HT PAR FOYER** équipé de led
- **70,00 €/HT PAR ARMOIRE**

Soit un montant total par an de : 10 798,00 € HT / 12 957,60 €TTC

- Les prix seront révisables tous les mois.
- Le contrat sera conclu pour une durée de quatre ans (4 ans) avec effet au 1^{er} janvier 2017.

Le maire rappelle que le parc d'éclairage public de Malataverne est en très bon état, grâce aux investissements réalisés ces dernières années :

- Programme d'élimination des ballons fluorescents à vapeur de mercure : 2013
- Pose de luminaires à LED (pour les nouveaux programmes comprenant une extension du réseau d'éclairage public)
- Extinction de l'éclairage public la nuit, qui permet de remplacer les lampes sodiums haute pression (SHP) ou iodure métallique (IM) 1 fois tous les 4 ans (au lieu d'une fois tous les 3 ans), d'où un contrat de maintenance de 4 ans (avec changement d'un quart des lampes chaque année).

L'état du parc permet d'obtenir un contrat de maintenance à des prix compétitifs.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

AUTORISE le maire à signer le contrat de maintenance des installations d'éclairage public avec l'entreprise SPIE, aux conditions exposées ci-dessus.

1-17-007 - HABITAT DAUPHINOIS / GARANTIE D'EMPRUNT

Le maire, Alain FALLOT, expose que le bailleur social Habitat Dauphinois a sollicité de la commune qu'elle garantisse les emprunts souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la réalisation d'un programme immobilier comprenant 6 logements locatifs PLUS et 3 logements locatifs PLAI au « Domaine des Oliviers ». Le maire propose que la commune accorde cette garantie d'emprunt, dont il présente les caractéristiques principales :

	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Montant	271 244 €	110 554 €	318 885 €	221 107 €
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	-0.2%	-0.2%	0.6%	0.6%
Taux d'intérêt (susceptible de varier en fonction des variations de l'index)	0.55%	0.55%	1.35%	1.35%

Pour mémoire, récapitulatif des emprunts déjà garantis par la commune auprès de bailleurs sociaux : Habitat Dauphinois

Prêt	Date de début	Date de fin	Capital garanti restant dû au 31/12/2015
PLUS	2009	2051	59 545
PLUS	2009	2061	24 700
			84 246

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du maire,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le Contrat de Prêt N° 59126 en annexe signé entre SOCIETE COOPERATIVE DE PRODUCTION D'HLM HABITAT DAUPHINOIS, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations ;

A l'unanimité,

DELIBERE

Article 1 : L'assemblée délibérante de Malataverne accorde sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 920 790 euros souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n° 59126, constitué de quatre Lignes du Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Article 4 : Le Conseil Municipal autorise le maire à signer tout document nécessaire au règlement de cette affaire.

1-17-008 - PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL / REFUS DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE URBANISME A LA CC-DSP

Le maire, Alain FALLOT, rappelle aux membres du conseil municipal une disposition de la loi ALUR, qui prévoit le transfert automatique à la communauté de communes de la compétence Plan Local d'Urbanisme à compter de mars 2017.

Les Communes membres de cet établissement de coopération intercommunale peuvent s'opposer à la mise en œuvre automatique de cette disposition si, dans les trois mois précédant la date de transfert effectif au moins 25% des communes représentant au moins 20% de la population s'y oppose.

Selon le maire, il apparaît particulièrement inopportun de transférer à un échelon intercommunal la compétence Plan Local d'Urbanisme qui permet aux communes et aux conseils municipaux de décider de l'aménagement du territoire communal en fonction de ses spécificités, d'objectifs particuliers de préservation patrimoniale ou naturelle et selon des formes urbaines qui peuvent différer d'une commune à l'autre.

Des documents intercommunaux de planification (SCOT, PLH, PDU...) viennent par ailleurs compléter le volet urbanisme communal, que ce soit en termes de déplacement ou d'habitat. Ces documents sont pris en compte dans le PLU communal qui doit leur être compatible.

En conséquence,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

S'OPPOSE au transfert de la compétence urbanisme (établissement du PLU) à la Communauté de Communes Drôme Sud Provence.

DEMANDE au Conseil communautaire de prendre acte de cette décision d'opposition.

1-17-009 - ENEDIS / CONVENTION DE SERVITUDES PARCELLE ZL 21

Le maire, Alain FALLOT, expose que dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique, ENEDIS envisage de réaliser des travaux qui empruntent une parcelle communale. Par conséquent, il est nécessaire d'établir une convention de servitudes.

Parcelle concernée : section ZL parcelle 0021 lieu-dit Les Joannins.

Le conseil municipal

A l'unanimité,

AUTORISE le maire à signer la convention de servitudes avec ENEDIS.

Fait à Malataverne, le 30 janvier 2017

Le maire, Alain FALLOT

GRISONI Dominique,

CHAPUS Marie-Josée,

CHARRE Catherine,

POINT-RIVOIRE Sébastien,

VALETTE Marie-Claude,

MARTARECHE Michel,

MAZOYER Martine,

ETIENNE Claude,

ALLIEZ Véronique,

GRANON Denis,

CHARMASSON Laurence,

SECARD Sébastien,

DESMAS Sandrine,

GLEIZE Stéphane,

ROBERT Daniel,

VERGNES Sandrine,

LEROUX Lionel,

POMMEREL Agnès